



Jeudi

13 mai 2021

Pour nous suivre :

Site internet :

<https://www.lutte-ouvriere.org>

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière
20 rue Jules Trefousse
52 000 CHAUMONT

tel : 06 64 65 27 44

mail :

[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre
d'information est
confectionnée et
imprimée par des
moyens militants.*

*N'hésitez pas
à la soutenir
financièrement.*

n° 26 - imp.spé.LO

Brevets sur les vaccins : à bas la propriété capitaliste !

En se disant favorable à la levée du monopole sur les brevets des vaccins anti-Covid, de façon à pouvoir élargir leur production, Joe Biden a créé la surprise. Jusqu'à présent, l'administration américaine avait écarté cette possibilité, tout comme les dirigeants européens.

Dans un récent vote au Parlement européen, les députés de LREM, de droite et du RN s'y étaient formellement opposés. Et voilà que le président américain prend tout le monde à contre-pied !

Macron se trouve doublé sur sa gauche, du moins en paroles. Cela a réjoui Jean-Luc Mélenchon, Fabien Roussel du PCF, et Anne Hidalgo, qui ont chaleureusement applaudi l'annonce de Biden.

Biden est le président de la première puissance impérialiste du monde, cela en fait le représentant des intérêts de la classe capitaliste par excellence. Ce n'est certainement pas « la santé et la vie sur la planète » qui le préoccupe. Si c'était le cas, il n'aurait pas refusé toute exportation de vaccins et de matières premières, comme il le fait depuis qu'il est arrivé au pouvoir.

L'annonce de la Maison-Blanche est tout sauf désintéressée. Son problème, qui est celui de tous les dirigeants de la planète, est de créer les conditions d'une reprise des affaires et des échanges internationaux. C'est impossible tant que la pandémie fait rage dans les autres pays.

À côté de cela, des millions de femmes et d'hommes continueront de mourir chaque année de maladies que l'on sait pourtant guérir. Des centaines de milliers d'autres mourront de malnutrition, des conséquences des guerres engendrées par l'ordre social capitaliste, par le pillage et

l'exploitation, défendus par les grands de ce monde.

Ni Biden, ni aucun chef d'État, ne mettra le couteau sous la gorge des multinationales pharmaceutiques. S'il y a effectivement une levée exceptionnelle de ces brevets, elle sera dûment négociée et indemnisée. C'est dire que la vaccination mondiale n'est pas pour demain !

En attendant, chaque mois de retard pris dans la vaccination fait des dizaines de milliers de morts supplémentaires de par le monde.

Alors, que les dirigeants de gauche en soient à se féliciter de l'annonce de Biden, montre qu'ils sont tombés bien bas !



Les labos engrangent ces super profits parce qu'ils ont, au travers des brevets, privatisé le fruit du labeur collectif et des investissements publics. Ils se sont approprié les découvertes des chercheurs et du travail des salariés.

L'appropriation des vaccins jette une lumière crue sur ce qu'est le capitalisme : un système où une minorité d'actionnaires détient un pouvoir dictatorial sur nous tous. Il s'agit du fonctionnement habituel de la société.

Les politiciens qui s'arrêtent devant la propriété privée capitaliste et le pouvoir qu'elle confère à une poignée de parasites ne représentent pas les intérêts des travailleurs et de la population.

Rien ne justifie que les travailleurs s'inclinent devant la domination de cette classe bourgeoise.

Il faut qu'ils se sentent légitimes à la contester, et qu'ils réalisent qu'ils ont la force collective de la renverser car ce sont eux qui font tout fonctionner.

Élections régionales : avec Lutte ouvrière, faire entendre le camp des travailleurs

En cette période de crise, il est vital que les travailleurs se fassent entendre.

Les élections régionales sont une occasion de le faire, c'est pourquoi Lutte ouvrière se présente dans toutes les régions.

Dans la région Grand-Est, la liste est conduite par Louise Fève, cheminote. La section départementale de la



Les têtes de sections départementales. Au centre, Louise Fève, tête de liste ; à droite, Joëlle Bastien, tête de section départementale pour la Haute-Marne.

Haute-Marne est conduite par Joëlle Bastien, ouvrière.

La liste compte 177 travailleuses et travailleurs, ouvriers, employés, personnels de santé, des services publics. Ils sont en activité, au chômage, à la retraite ou encore étudiant.

Ils et elles représentent le monde du travail et incarnent notre conviction que les travailleurs seraient mieux à même de gérer la société bien mieux que ces politiciens qui ne servent qu'à distribuer l'argent public aux capitalistes.

Notre programme n'est pas électoral, car les changements viendront des luttes du monde du travail. Nous mettons en avant des objectifs de lutte : répartition du travail entre tous sans perte de salaire, augmentation des salaires et indexation sur les hausses de prix, contrôle des entreprises.

Nous suivrons à Chaumont la réunion que **Nathalie Arthaud et Louise Fève** animeront à Strasbourg le **samedi 29 mai à 16h**.

Un lieu sera prévu pour se réunir localement et pouvoir dialoguer à distance avec les oratrices.



Les candidats en Haute-Marne : Jean-Louis Bidault, Vincent Ritter, Agnès Roze, Bruno Ott, Joëlle Bastien, Francine Bourgeonnier, Sylvain Demay (et Louise Girot, pas sur la photo).

Solidarité avec les Palestiniens de Jérusalem et de Gaza !



Depuis jeudi 6 mai, des centaines de Palestiniens de Jérusalem-Est ont été blessés ou arrêtés par la police et l'armée israéliennes alors qu'ils manifestent contre les pressions des colons juifs qui cherchent à les expulser manu militari.

En réponse à des tirs de roquettes, l'armée israélienne a bom-

bardé la bande de Gaza, faisant au moins une vingtaine de morts, dont neuf enfants.

Par sa politique consistant à encourager les colons et à rechercher le soutien des partis d'extrême droite, le gouvernement israélien est entièrement responsable de cette nouvelle escalade meurtrière.

Des nouvelles du conseil communautaire

Le conseil communautaire s'est réuni mercredi 12 mai. Les principaux points concernaient Palestra et l'avenir de Chaumont Habitat. Voici le compte-rendu de notre camarade élu dans cette assemblée. Ses interventions en vidéo sont visibles sur la page Facebook « Lutte ouvrière Chaumont ».

Pour Palestra, il s'agissait d'abord de créer la régie municipale qui gèrera la salle multi-activités. J'ai voté pour la création de cette régie, car je suis favorable à une gestion publique.

J'ai voté pour mais j'ai des réserves sur cette question car la forme de cette régie fait que les salariés seront de droit privé. C'est la loi qui l'impose : encore une preuve que la solution ne peut être locale.

Ensuite, il fallait choisir quelle entreprise privée allait gérer la piscine. J'ai annoncé que je voterai contre quel que soit le candidat, car je suis opposé à une gestion privée qui a comme objectif de faire du profit.

J'ai aussi dénoncé l'augmentation des tarifs (le tarif plein sera à 4,50 €). Face à ceux qui trouvent cette augmentation normale parce que l'équipement est plus performant, j'ai répondu que ceux qui ne pourront plus y aller du tout n'auront pas l'occasion de le vérifier.

Enfin, concernant les HLM, j'ai dénoncé la loi ELAN qui oblige à créer des structures de plus de 12 000 logements. Au lieu de se préoccuper de créer des plus grosses structures mieux à même de répondre à la soif de profits des grosses entreprises du BTP, on ferait mieux de s'occuper de comment le bailleur Chaumont Habitat s'occupe aujourd'hui des locataires.

Il n'est pas normal que des travaux ne soient pas faits, comme au 1 rue des Platanes, où la vitre de la porte d'entrée n'a pas été remplacée depuis plus de 6 mois, et où les locataires doivent régulièrement se battre avec des blattes.

Quant à l'État, si son objectif était réellement le logement social, il commencerait par ne pas faire les poches des locataires les plus pauvres en baissant les APL.

Quand un ouvrier retraité avec une petite retraite se retrouve avec une baisse de 170 € sur 240 € par mois d'APL, cela veut dire la moitié de son reste à vivre qui lui est retiré. Rien ne peut justifier cela !

Sylvain Demay